

Communiqué de presse

L'UMP détourne l'argent public à des fins politiques !

Samedi dernier, la municipalité UMP de Tarbes a utilisé le prétexte du carnaval organisé pour les séniors à des fins purement politiciennes. En effet, le maire s'est entouré sur la tribune des 3 adjoints candidats UMP aux cantonales et, dans son discours, a clairement fait référence aux élections. Il a lancé un message très explicite aux électeurs en disant que la mairie agissait pour les personnes âgées tandis que le conseil général lui ne faisait rien. Au-delà du côté malhonnête du procédé qui consiste à détourner une action financée par l'argent public des contribuables tarbais à des fins politiques, le maire de Tarbes et les candidats UMP enfrennent purement et simplement la réglementation en période de campagne électorale. De plus, la comparaison entre l'action de la mairie et celle du conseil général n'est que désinformation et manipulation.

Tandis que la mairie réduit sa politique en faveur des personnes âgées à l'organisation de goûters et autres après-midi festifs, le conseil général accompagne les aînés dans leur vie quotidienne. Ce dernier, sous la présidence de Josette Durrieu, consacre 58 millions d'euros pour favoriser le maintien à domicile (5200 bénéficiaires) et aider à la prise en charge dans des établissements de qualité (2200 bénéficiaires). Ces aides s'effectuent notamment à travers l'Allocation Personnalisée d'Autonomie mise en place par le gouvernement de gauche de Lionel Jospin. Gérard Trémège semble aussi ignorer l'action et les compétences du conseil général. Le choix de l'implantation des maisons de retraite ne relève pas du Conseil Général, mais de l'Agence Régionale de Santé. Des besoins nouveaux existent sur Tarbes. Afin de pouvoir répondre à ces besoins et défendre cela au niveau régional, la révision du schéma gérontologique a débuté en septembre 2010. Depuis 6 mois, de nombreux ateliers associant l'ensemble des acteurs socio-professionnels ont eu lieu. L'objectif est l'adoption d'ici juin 2011 d'un nouveau plan d'action du conseil général en direction des personnes âgées.

Rappelons enfin que les candidats UMP sur Tarbes sont les soutiens et les relais locaux de la politique menée au niveau national par le gouvernement Sarkozy. Cette politique se traduit par une baisse des moyens et effectifs pour la prise en charge médicale des personnes hébergées dans les maisons de retraite (compétence exclusive de l'état) et donc du service rendu. Le Président de la République a déclaré le 8 février dernier, que la prise en charge de la perte d'autonomie de nos aînés revenait avant tout à la famille et non à la société dans son ensemble. Cela revient au recours aux assurances privées et tourne ainsi le dos aux principes de solidarité nationale.

Nous demandons instamment à la municipalité UMP de cesser de faire de la propagande politique aux frais des contribuables tarbais.

Vincent RICARRERE
Secrétaire de la section socialiste de Tarbes